



COMMUNIQUÉ

L'intersyndicale Éducation 91, avec les fédérations de parents d'élèves, souhaite dénoncer ce qui semble être la nouvelle gestion par la DSDEN de l'affectation des élèves. En effet, dans de nombreux établissements, des élèves ont été affectés in extremis pour la rentrée, puis au cours du mois de septembre et maintenant en octobre dans des classes dont les effectifs sont déjà complets. D'autres ne sont pas affectés et donc obligés de redoubler, parfois très loin de chez eux, dans des classes déjà surchargées également.

Le fait d'entasser plus de 30 élèves dans une filière professionnelle ou plus de 35 élèves en voie générale est inacceptable. Nous déplorons d'abord la méthode et le manque de respect des personnels qu'elle implique. Ni les équipes ni les chefs d'établissement ne sont consultés, comme si nous n'avions pas notre mot à dire dans la scolarisation des élèves.

De plus, ce fonctionnement témoigne d'une absence complète de stratégie globale, ce qui est pour le moins inquiétant. Si des élèves ne sont pas affectés, c'est en effet parce que le nombre de places en lycée ne suit pas l'évolution démographique. À force de vouloir réduire au maximum les coûts, ou en voulant diminuer la capacité d'accueil de certaines filières, notre institution se retrouve dans l'incapacité d'assurer l'accès pour toutes et tous au service public.

Enfin, nous dénonçons la conséquence d'une telle procédure d'affectation : une violence institutionnelle qui s'exerce autant sur les personnels que sur les élèves. Un élève de plus ou de moins, cela peut faire toute la différence. C'est une table qui manque, une salle trop petite, un poste d'ordinateur en moins, un temps de parole réduit, une attention réduite aux élèves à besoins particuliers. C'est aussi le désarroi des professeurs qui doivent toujours faire plus avec moins. Les affectations sont faites sans tenir compte de la réalité de terrain des établissements concernés.

Les organisations signataires, représentantes des personnels et des parents d'élèves, refusent une telle situation et demandent à la directrice académique, au recteur et au ministère de répondre aux revendications urgentes de la communauté éducative :

Aucun élève sans affectation : tous les élèves doivent avoir accès à la filière de leur choix dans un établissement proche de chez eux !

Une ouverture immédiate de toutes les places nécessaires en collège et en lycée

Une création de tous les postes nécessaires à l'ouverture de ces classes